

LE DEBAT NATIONAL SUR L'AVENIR DE L'ECOLE

Synthèse des débats

I. PRESENTATION GLOBALE

Au Collège de Blangy-Sur-Bresle (en Seine maritime), le débat national sur l'avenir de l'école s'est déroulé sur deux jours :

- Le lundi 1^{er} décembre de 17h30 à 19h30.
- Le samedi 6 décembre de 9h00 à 12h00.

Les modalités de fonctionnement ont été les suivantes : deux ateliers organisés dans deux salles distinctes (112 et 114) mais débattant des mêmes questions.

Une synthèse des débats, regroupant les deux ateliers, a été faite le samedi 6 décembre de 11h00 à 12h00.

Les deux questions débattues au collège de Blangy-Sur-Bresle furent les suivantes :

1. Quelles doivent être les missions de l'école à l'heure de l'Europe et pour les décennies à venir ? (question débattue le lundi 1^{er} décembre).
2. Faut-il partager autrement l'éducation entre jeunesse et âge adulte et impliquer davantage le monde du travail ? (question débattue le samedi 6 décembre).

Il est possible de répartir et quantifier les acteurs présents aux deux réunions comme suit :

présents	Lundi 1 ^{er} décembre	Samedi 6 décembre
Parents	environ 13-14	environ 5-6
Elèves	3	1
Personnel enseignant et d'éducation	les deux tiers (soit près de 30)	la moitié (soit 20-25)
A.T.O.S.	2	aucun
Personnes extérieures	3	2

II. DEROULEMENT DES SEANCES SUR LES MISSIONS DE L'ECOLE

A. Rappel de quelques chiffres pour dresser un état des lieux de l'école

Une série de données chiffrées, sous forme de tableaux et graphiques, est projetée pour ouvrir le débat. Ces données rappellent le nombre des élèves inscrits, le coût de l'éducation, l'évolution du nombre d'élèves par classe, l'évolution du taux d'accès et de réussite au baccalauréat, la proportion de sorties sans qualification ou diplôme, la population ayant terminé le 2^e cycle secondaire, le lien entre l'origine sociale et la réussite au baccalauréat, le taux de scolarisation à 20 ans, ou encore les diplômes et situations professionnelles.

Ces données chiffrées (et leur commentaire) sont également l'occasion de remettre en cause certaines idées reçues...

B. Instruire et éduquer

Un large consensus s'est établi entre tous les acteurs du débat autour de la nécessité d'un retour sur les fondamentaux, à l'école primaire notamment. Les savoirs de base (lire, écrire, compter) doivent être maîtrisés dès le primaire ; cela devrait alors permettre au collègue d'élargir ses tâches : par exemple en dispensant une éducation à l'hygiène, à la sexualité, aux conduites à risques ; en prenant en charge les élèves en difficulté (notamment en individualisant la formation).

Instruire et éduquer sont à mettre sur le même plan car l'école doit transmettre des savoirs et rappeler les valeurs républicaines ; elle doit former des citoyens actifs, capables de réflexion et d'esprit critique.

Le collègue dispensant un début d'éducation routière aux élèves (notamment en 5^e), il serait peut-être intéressant sinon nécessaire de la poursuivre au lycée et à l'université.

C. La prise en compte des élèves en difficulté

Il serait nécessaire de développer des structures particulières capables d'apporter une aide aux familles d'élèves en difficulté (exemples : classes à faible effectif, classes d'adaptation). Face aux inégalités devant l'éducation parentale, une sorte de relais est nécessaire entre l'école et ces familles, la première ne pouvant tout assurer (ni assumer) seule.

Pour ces parents, dont l'a priori sur l'école est souvent très négatif, ces structures seraient autre chose que l'école.

D. Formation initiale-Formation qualifiante

L'élève en difficulté aspire à sortir le plus rapidement possible du système scolaire. Faut-il alors lui permettre de quitter plus vite la formation initiale pour y revenir un peu plus tard (dans le cadre de la formation différée) ? Ou faut-il au contraire le garder plus longtemps mais en lui permettant des sorties ponctuelles dans le cadre de formations en alternance ? Sans doute faudrait-il diversifier le système de formation...

Reste que pour tous les représentants du monde du travail présents, il est indispensable que les élèves possèdent les savoirs de base et le savoir être pour s'intégrer au mieux au monde professionnel.

E. L'adaptation au monde du travail et à ses évolutions

Il faut favoriser la capacité d'adaptation des élèves au monde du travail et à l'évolution des métiers. L'école doit leur faire prendre conscience de la réalité du terrain : celle du marché du travail, de ses contraintes et de ses obligations ; car les élèves n'ont pas une perception bien nette du monde du travail en général.

Certes l'école ne doit pas être à la solde du monde du travail. Mais elle doit former de futurs citoyens actifs ; il lui faut donc favoriser l'adaptation des élèves à cet avenir, les éduquer au changement.

Or le système actuel ne semble pas en mesure de donner aux élèves cette faculté d'adaptation tout au long de la vie.

F. La formation professionnelle ou continue

Il apparaît que beaucoup d'argent est investi dans la formation professionnelle mais sans réelle transparence : où va véritablement l'argent ? Car l'école n'est pas seule prestataire de l'argent ainsi investi pour la formation professionnelle : d'autres institutions et organismes en profitent...

Se pose également le problème d'une formation jugée excessive dans les meilleurs postes ; tandis que dans les petites entreprises par exemple, des pressions empêchent le bon fonctionnement de cette formation : cela s'explique notamment par une opposition entre employeur et employé ainsi que par le refus de certaines personnes de se former.

G. L'orientation des élèves

La place de l'orientation est très importante car, dès la classe de 3^e, les élèves doivent se prononcer quant à leur avenir en choisissant des filières (alors que leurs goûts peuvent évoluer avec le temps !). Les élèves doivent ainsi choisir très (trop ?) tôt. Or ont-ils tous les éléments en main pour choisir au mieux de leurs intérêts ? Par exemple : leur propose-t-on suffisamment de filières pour que chacun trouve sa voie ? valorise-t-on suffisamment l'enseignement professionnel et ses diplômes (B.T.S....) ?

Ne faudrait-il pas alors concevoir des passerelles plus larges entre les différentes voies ?

Il est nécessaire d'informer au mieux les élèves sur les différents métiers possibles. L'école est là pour proposer divers horizons aux élèves, pour leur bien et leur bien-être (car il est important que l'élève aime son futur métier pour s'y épanouir).

Sans doute les professeurs principaux de 3^e jouent-ils un rôle crucial dans ce domaine (en tant qu'agents de liaison entre les élèves et le monde du travail) ; mais le personnel des centres d'information et d'orientation pourrait être davantage présent dans l'établissement même afin que les élèves puissent le contacter à tout moment (et pas seulement un jour par semaine).

III. LES TROIS PROPOSITIONS POUR L'ÉCOLE DE DEMAIN

1^{ère} proposition :

L'école obligatoire constituée sous Jules Ferry en 1882 est régie par un principe cardinal :
« *ne pas embrasser tout ce qu'il est possible de savoir, mais bien apprendre ce qu'il n'est pas permis d'ignorer* ».

Il faut donc recentrer sur les fondamentaux, en particulier à l'école primaire, pour que l'enfant acquiert les savoirs et les valeurs républicaines.

2^{ème} proposition :

Il faut développer et renforcer les structures intermédiaires (exemples : médecins, infirmières, éducateurs, assistance sociale, psychologues, orthophonistes, classes relais) pour améliorer la communication avec les familles et les accompagner dans un cadre co-éducatif.

3^{ème} proposition :

Il faut développer une politique d'orientation permettant aux élèves en difficulté, en recherche de projet professionnel, d'affiner leur choix.

Pour les autres élèves, il faut leur permettre de développer leurs connaissances, d'acquérir des outils pour s'adapter aux changements du monde du travail.

<p>Ces trois propositions devraient contribuer à la revalorisation de l'image de l'école dans la société...</p>
